

## Dans les conseils d'administration français, la diversité ne se mesure pas, mais reste faible

Contrairement aux pays anglo-saxons, la Constitution, qui prévoit l'égalité des citoyens devant la loi sans distinction d'origine et de race, interdit les statistiques ethno-raciales. Mais les administrateurs français et d'origine étrangère ne sont pas nombreux dans le CAC 40, ni dans le SBF 120.



En 2017, seulement 4% des administrateurs du SBF 120 étaient de couleur ou d'origine étrangère. (HAMILTON/REA)

Par **Laurence Boisseau**

Publié le 15 juin 2020 à 16h57

Combien les conseils d'administration des entreprises cotées en France comptent-ils de membres de couleur ou d'origine étrangère ? On ne sait pas et on ne peut pas savoir. «*En France, contrairement aux pays anglo-saxons, les principes constitutionnels et notamment l'article 1, qui prévoit l'égalité des citoyens devant la loi sans distinction des origines et de race, interdit les statistiques ethno-raciales* » explique Laetitia Hélouet, co-présidente du Club XXIème siècle, [une association qui défend l'égalité des chances et la méritocratie dans le monde économique et politique](#) .

### La lente intégration des afro-américains dans les conseils d'administration

En 2017, cette association avait pourtant présenté à Bercy un baromètre de la diversité dans la gouvernance des grandes entreprises françaises. Ce dernier mesurait, de façon 'empirique', la diversité des origines des conseils en se basant sur les photos des administrateurs et leur parcours migratoire (nom et nationalité d'origine). Malgré une marge d'erreur, elle avait fait émerger un ordre de grandeur. Seulement 4% des administrateurs du CAC 40 et du SBF 120 étaient d'une origine autre que française, ou blanche. L'association travaille à l'actualisation de ce baromètre prévue pour la fin de l'année .

## Moins de 10 seraient des Français d'origine étrangère

«Sur 353 administrateurs français du CAC 40 moins de 10 seraient des Français d'origine étrangère», explique un chasseur de tête. Parmi eux, les plus médiatiques, Lionel Zinsou-Derlin, de père béninois et de mère française, ex banquier d'affaires et PDG du fonds d'investissement de PAI Partners siège au conseil de Danone depuis 2014. Tidjane Thiam, né en Cote d'Ivoire et ancien directeur général de Credit Suisse, va de son côté entrer au conseil d'administration de Kering, le 16 juin.

Chez Vinci, Miloud Hakimi est administrateur salarié depuis 2014. Né en Algérie, près de Sétif, il a rejoint la France à l'âge de deux ans. Il est entré dans le groupe de BTP et de concessions en 1976 comme monteur et travaille actuellement à la direction des ressources humaines.

Dans le SBF 120, les administrateurs issus de la diversité ethnique ne sont guère plus nombreux. Angeline Afanoukoe siège au conseil de Nexans comme administratrice salariée. D'origine togolaise, elle est entrée chez Alcatel Câble, devenu Nexans en 1998.

### Débat relancé mais éteint très vite

Cette impossibilité de faire de statistiques ethniques en France fait débat aujourd'hui. Dans une tribune publiée samedi dans «Le Monde», Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement suggère de rouvrir 'de manière apaisée et constructive le débat autour des statistiques ethniques', et de 'revenir avec force aux outils de lutte contre les discriminations raciales'. Lundi matin, Emmanuel Macron s'est dit 'favorable à des actions concrètes' de lutte contre les discriminations plutôt qu'à des statistiques ethniques et 'prendra des initiatives dans un avenir proche' sur ces enjeux, a indiqué son entourage.

**Laurence Boisseau**